



Fédération Française de Billard

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

17 juin 2018

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I - LA FÉDÉRATION : COMPOSITION	4
CHAPITRE 1 - LES ASSOCIATIONS SPORTIVES AFFILIÉES	4
Article 1.1.1 - Demande d'affiliation	4
Article 1.1.2 - Cotisation	4
Article 1.1.3 - Compétitions	4
CHAPITRE 2 - LES « MEMBRES PARTENAIRES »	5
Article 1.2.1 - Convention de partenariat	5
Article 1.2.2 - Représentation au sein de la Fédération	5
CHAPITRE 3 - LICENCES ET TITRES DE PARTICIPATION	6
Article 1.3.1 - Licence	6
Article 1.3.2 - Montant	6
Article 1.3.3 - Participation aux compétitions fédérales	6
Article 1.3.4 - Joueurs européens et joueurs étrangers	7
Article 1.3.5 - Participation aux compétitions internationales	7
Article 1.3.6 - « Pass billard scolaire »	7
CHAPITRE 4 - LES LIGUES RÉGIONALES	8
Article 1.4.1 - Délégation	8
Article 1.4.2 - Autorité territoriale	8
Article 1.4.3 - Diffusion	8
CHAPITRE 5 - LES COMITÉS DÉPARTEMENTAUX	9
Article 1.5.1 - Dépendance auprès de la ligue	9
Article 1.5.2 - Autorité territoriale	9
Article 1.5.3 - Obligations envers la ligue	9
TITRE II - LA FFB : ORGANES ADMINISTRATIFS	10
CHAPITRE 1 - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	10
Article 2.1.1 - Ordre du jour	10
Article 2.1.2 - Date et lieu	10
CHAPITRE 2 - LE COMITÉ DIRECTEUR	11
Article 2.2.1 - Répartition des tâches	11
Article 2.2.2 - Bénévolat	11
Article 2.2.3 - Fonctionnement	11
Article 2.2.4 - Publicité des débats et des décisions	12
Article 2.2.5 - Cooptation de Membres	12
CHAPITRE 3 - LE BUREAU	13
Article 2.3.1 - Composition du bureau	13
Article 2.3.2 - Le président, le président adjoint, les vice-présidents	13
Article 2.3.3 - Le secrétaire général	13
Article 2.3.4 - Le trésorier général	13
CHAPITRE 4 - LES COMMISSIONS	14
Article 2.4.1 - Généralités	14
Article 2.4.2 - La commission de surveillance des opérations électorales	14
Article 2.4.3 - La commission médicale	15
Article 2.4.4 - La commission des juges et arbitres	15
Article 2.4.5 - La commission de discipline	15
Article 2.4.6 - La commission d'appel	16
Article 2.4.7 - La commission de discipline pour les affaires de dopage	16
Article 2.4.8 - La commission d'appel pour les affaires de dopage	16
Article 2.4.9 - La commission de la formation et de la jeunesse	16
Article 2.4.10 - Les commissions nationales par discipline	17
Article 2.4.11 - La commission administrative	18
Article 2.4.12 - La commission de la communication	18
Article 2.4.13 - La commission du développement	19
Article 2.4.14 - La commission des systèmes d'information	19
CHAPITRE 5 - LES SERVICES FÉDÉRAUX	20
Article 2.5.1 - La direction technique nationale	20
Article 2.5.2 - Le secrétariat fédéral	20

Article 2.5.3 - Le service de la communication	21
TITRE III - DISCIPLINE	22
Article 3.1 - Fautes.....	22
Article 3.2 - Code de discipline	22
Article 3.3 - Non-rétroactivité	22
Article 3.4 – Le Comité Indépendant de Déontologie, d’Ethique et de Saisie Disciplinaire (CIDESD)..	22
TITRE IV - PROCÉDURES ÉLECTORALES	23
Article 4.1 - Assemblée générale élective	23
Article 4.2 - Candidatures	23
Article 4.3 - Liste des candidats	23
Article 4.4 - Bureau de vote	23
Article 4.5 - Mode de scrutin.....	24
Article 4.6 - Déroulement du scrutin	24
Article 4.7 - Dépouillement.....	24
Article 4.8 - Annonce des résultats	24
Article 4.9 - Vote électronique	25
TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES	26
Article 5.1 - Distinctions honorifiques	26
Article 5.2 - Paris sportifs	26
Article 5.3 - Structure éducative fédérale	26
Article 5.4 - Image des sportifs et de la Fédération	27
Article 5.5 - Assurance	27
Article 5.6 - Cas non prévus	27
Article 5.7 - Règlement des différends	27

TITRE I - LA FÉDÉRATION : COMPOSITION

CHAPITRE 1 - LES ASSOCIATIONS SPORTIVES AFFILIÉES

Article 1.1.1 - Demande d'affiliation

Les associations sportives, dénommées aussi « clubs », dûment constituées et déclarées adressent leur demande d'affiliation ou de ré-affiliation à la ligue d'appartenance, sur les imprimés officiels de la Fédération Française de Billard (FFB) comportant les renseignements suivants :

- appellation et siège social ;
- constitution du bureau comprenant trois personnes distinctes licenciées au sein du club aux postes de président, secrétaire et trésorier ;
- description du matériel sportif ;
- engagement du président et du secrétaire de licencié tous les dirigeants et tous les membres du club.

La demande est accompagnée d'un exemplaire des statuts et du récépissé de la déclaration en sous-préfecture qui sont conservés par la ligue.

Dans le cas d'une section d'une association omnisports, la demande comprend également la constitution du bureau et, le cas échéant, le règlement intérieur de la section.

Après avis du comité départemental de rattachement, la ligue se prononce sur la demande d'affiliation et en cas d'accord, la transmet pour enregistrement à la Fédération.

Le club est rattaché à la ligue régionale et au comité départemental sur le territoire duquel est situé son siège social (ou celui de la section « billard » dans le cas d'une association multisports), sauf en cas de dérogation à la régionalisation ; ces dispositions valent également pour les membres partenaires.

Les dérogations sont accordées par le bureau, après instruction des demandes par la commission administrative selon la procédure décrite dans le règlement annexe « Dérogation à la régionalisation ».

En cas de radiation ou de retrait d'affiliation, le club peut faire appel de la décision conformément aux dispositions du code de discipline.

Article 1.1.2 - Cotisation

Les clubs affiliés sont redevables d'une cotisation annuelle dont la part fédérale est fixée par l'assemblée générale de la Fédération.

De plus, elles peuvent être aussi redevables à leur ligue d'appartenance et à leur comité départemental d'une part « ligue » et d'une part « comité » déterminées par les assemblées générales de ces organes déconcentrés de la Fédération.

Article 1.1.3 - Compétitions

Les compétitions sportives ne peuvent être organisées qu'entre clubs, et sont ouvertes aux seuls licenciés de la Fédération.

Toutefois, à des fins de promotion et de développement, un club peut rencontrer, deux fois au plus par saison sportive, une association sportive non affiliée constituée pour la pratique du billard, après en avoir informé sa ligue.

CHAPITRE 2 - LES « MEMBRES PARTENAIRES »

Article 1.2.1 - Convention de partenariat

Pour devenir membre partenaire de la Fédération, le représentant légal de la personne morale doit signer une convention de partenariat avec la Fédération, représentée par son président.

Pour être valide, la convention doit être préalablement communiquée à la ligue d'appartenance à titre d'information, permettant à celle-ci de faire valoir toutes observations utiles.

La convention prend effet à la date de sa signature et expire au dernier jour de l'exercice en cours.

Elle est renouvelable pour une durée d'un an au début de chaque exercice.

L'adhésion d'un membre partenaire de la Fédération est authentifiée par la remise d'un support informatique destiné au public, mentionnant les dates de l'exercice sportif pour lequel elle est enregistrée.

Les conditions de rattachement (et de dérogation à la régionalisation) des membres partenaires sont identiques à celles des clubs.

Article 1.2.2 - Représentation au sein de la Fédération

La reconnaissance de la qualité de membre partenaire à une personne morale permet à chacun des représentants des membres partenaires de participer à l'assemblée générale, avec voix consultative uniquement.

Chaque membre partenaire désigne une personne physique chargée de le représenter à l'assemblée générale et communique son nom au secrétariat de la Fédération.

Les représentants des membres partenaires sont conviés à participer aux travaux de la commission du développement et des clubs au niveau de la Fédération et, le cas échéant, de ses organes déconcentrés.

CHAPITRE 3 - LICENCES ET TITRES DE PARTICIPATION

Article 1.3.1 - Licence

La licence est annuelle. Elle est délivrée pour la période correspondant à l'exercice sportif de la Fédération, soit du 1^{er} septembre au 31 août.

La procédure d'attribution des licences et les règles de mutation d'un club vers un autre font l'objet du règlement annexe « Licences et mutations », qui peut être modifié annuellement pour des raisons pratiques de fonctionnement interne et qui, de ce fait, n'est soumis qu'à l'approbation du Comité Directeur.

Toute personne ne peut être titulaire que d'une seule licence, portant un numéro unique identifiant l'intéressé.

Le licencié « club » ou « salle partenaire » dépend administrativement et sportivement des organes déconcentrés auxquels est rattaché le club ou le membre partenaire qui a demandé sa licence auprès de la Fédération. Dès l'attribution de licence, le titulaire est qualifié pour représenter, sur le territoire national, le club d'appartenance (ou la salle partenaire) et lui seul.

Article 1.3.2 - Montant

Le montant de la part fédérale de la licence en club est voté annuellement par l'assemblée générale de la Fédération. Il s'y rajoute éventuellement une part "ligue" et une part "comité départemental", votées par les assemblées générales respectives de ces organes déconcentrés.

Les montants de la licence en salle partenaire sont votés par l'assemblée générale de la Fédération. Ils comprennent une part rétrocédée à la ligue d'appartenance qui peut décider, le cas échéant, d'en reverser une fraction au comité départemental d'appartenance.

Les modalités de perception de ces différentes parts sont définies annuellement et communiquées par la FFB avant le début de la saison sportive.

La licence, établie nominativement, est émise via le site internet de gestion des licences de la Fédération.

Les demandes de licences et les versements correspondants s'effectuent sur ce même site conformément à la procédure annuelle d'attribution des licences décrite dans le règlement annexe « Licences et mutations ».

Article 1.3.3 - Participation aux compétitions fédérales

La licence confère à son titulaire la possibilité de participer aux compétitions officielles, individuelles et par équipes, de chacune des disciplines gérées par la Fédération.

Les licenciés « salle partenaire » peuvent participer aux compétitions par équipes comme les licenciés « club ».

Les conditions générales et particulières de participation aux compétitions individuelles et par équipes sont définies pour chaque discipline par le code sportif fédéral et les règlements sportifs des circonscriptions territoriales concernées.

Article 1.3.4 - Joueurs européens et joueurs étrangers

Les joueurs européens et les joueurs étrangers peuvent participer sous certaines conditions aux épreuves officielles françaises.

Est dit « joueur européen » tout joueur d'un pays de l'Union européenne autre que la France.

Est dit « joueur étranger » tout joueur d'un pays extérieur à l'Union européenne.

En compétition individuelle :

- Un « joueur européen » peut participer aux compétitions fédérales s'il justifie d'une résidence principale en France en en fournissant la preuve.
- Un « joueur étranger » peut participer aux compétitions fédérales s'il justifie d'une résidence principale en France d'au moins une année en en fournissant la preuve.
- Le titre de champion de France est décerné au vainqueur de la finale nationale, quelle que soit sa nationalité.

En compétition par équipes de club :

La participation des joueurs européens ou étrangers au sein des équipes de clubs est différente selon la discipline concernée. Il est donc impératif de se reporter au code sportif de chaque discipline.

En compétition internationale :

Seul un joueur de nationalité française peut représenter la France dans une compétition internationale.

Article 1.3.5 - Participation aux compétitions internationales

Les licenciés sont autorisés à participer aux compétitions individuelles et/ou par équipes organisées par ou sous l'égide de fédérations nationales européennes ou étrangères affiliées aux instances européennes ou internationales du billard, sous réserve d'en avvertir le secrétariat général de la Fédération au moins un mois avant le début de la compétition.

Tout licencié désirant participer à une compétition internationale intéressant l'une des disciplines gérées par la Fédération, organisée par un groupement autre que ceux auxquels la FFB est affiliée, doit obligatoirement solliciter l'accord de la Fédération, sous peine de sanctions.

Article 1.3.6 – « Pass billard scolaire »

Dans le cadre du dispositif « Billard à l'école », la Fédération crée un titre de participation appelé « Pass Billard Scolaire », qui doit permettre notamment aux instances fédérales de recenser l'activité "billard" en milieu scolaire et universitaire, ainsi que dans les centres de vacances.

Le Pass Billard Scolaire intéresse tous les pratiquants participant à des animations dans le cadre des activités physiques et sportives en milieu scolaire et universitaire et dans les centres de vacances.

Il ne peut en aucun cas intervenir dans la détermination du nombre de représentants aux assemblées générales de la Fédération, des ligues régionales et des comités départementaux. Il ne permet pas de participer aux épreuves compétitives.

La FFB autorise les clubs à demander la délivrance de titres Pass Billard Scolaire dans le cadre de conventions avec les partenaires concernés.

CHAPITRE 4 - LES LIGUES RÉGIONALES

Article 1.4.1 - Délégation

Instituées par les statuts fédéraux, les ligues jouissent d'une délégation permanente de la Fédération. Elles établissent leurs propres statuts et règlement intérieur, qui doivent être compatibles avec les textes réglementaires de la Fédération. Elles les soumettent à cette dernière pour approbation.

Article 1.4.2 - Autorité territoriale

La délégation permanente établie par le présent règlement confère aux ligues l'autorité pour administrer et gérer le sport billard sur leur territoire. En contrepartie, elles doivent apporter leur concours à la Fédération pour la réalisation de ses programmes, actions et compétitions nationales ou internationales.

Responsables de l'activité sportive propre à leur territoire, les ligues rendent compte à la Fédération des résultats, des observations qu'appellent les épreuves organisées ainsi que des sanctions prises à l'encontre des comités départementaux, des clubs et de leurs licenciés.

Les ligues ont toute latitude pour réaliser leurs propres projets et organiser des compétitions entre clubs et/ou « membres partenaires » de la Fédération. Elles doivent cependant adresser une demande officielle à la Fédération selon les modalités prévues aux codes sportifs lorsque des associations sportives étrangères ou des joueurs européens ou étrangers ne résidant pas en France participent à ces manifestations.

Sous leur propre responsabilité, les ligues peuvent, deux fois au plus par saison sportive, autoriser des épreuves de sensibilisation pouvant comporter des joueurs non licenciés.

Article 1.4.3 - Diffusion

Les ligues régionales doivent organiser leur assemblée générale annuelle au plus tard dans les trois mois qui suivent le début de saison. Les ligues régionales doivent adresser au secrétariat fédéral une copie du procès-verbal de leur assemblée générale annuelle, de leur budget prévisionnel, bilan et compte de résultat au plus tard dans le mois qui suit la tenue de leur assemblée générale. Le secrétariat fédéral se charge de ventiler ces informations à tous les membres du Comité Directeur. Le versement par la FFB de la part régionale des cotisations et licences est soumis à la fourniture des documents administratifs demandés par le secrétariat général FFB.

Elles doivent communiquer à leurs comités départementaux et aux clubs tous les documents administratifs, financiers et comptables que le secrétariat fédéral leur demande de diffuser.

CHAPITRE 5 - LES COMITÉS DÉPARTEMENTAUX

Article 1.5.1 - Dépendance auprès de la ligue

Les statuts et le règlement intérieur des comités départementaux doivent être compatibles avec ceux de leur ligue d'appartenance et doivent être soumis à la commission administrative de la ligue pour approbation.

Article 1.5.2 - Autorité territoriale

La délégation permanente établie par le présent règlement et attribuée par la ligue, confère aux comités départementaux l'autorité pour administrer et gérer le sport billard au sein de leur département. En contrepartie, ils doivent apporter leur concours à la ligue pour la réalisation de ses programmes, actions et compétitions de caractère régional.

Les comités départementaux sont responsables de l'activité sportive propre à leur territoire. Ils transmettent à leur ligue les résultats des compétitions et rendent compte de leur déroulement ainsi que des sanctions prises à l'encontre des clubs et de leurs licenciés.

Les comités départementaux ont toute latitude pour réaliser leurs propres projets et, sous réserve de l'approbation de leur ligue d'appartenance, pour organiser des compétitions entre clubs et/ou « membres partenaires » de la Fédération.

En cas de participation d'associations sportives étrangères ou de joueurs européens ou étrangers ne résidant pas en France, les comités départementaux doivent obtenir l'accord de la Fédération, par l'intermédiaire de leur ligue.

Sous leur propre responsabilité, les comités départementaux peuvent, deux fois au plus par saison sportive, autoriser des épreuves de sensibilisation pouvant inclure des joueurs non licenciés.

Article 1.5.3 - Obligations envers la ligue

Les comités départementaux doivent envoyer au secrétariat de leur ligue une copie du procès-verbal de leur assemblée générale annuelle, de leur budget prévisionnel, bilan et compte de résultat au plus tard dans le mois qui suit la tenue de leur assemblée générale. Le versement par la ligue régionale de la part départementale des cotisations et licences est soumis à la fourniture des documents administratifs demandés par le secrétariat général de la ligue.

TITRE II - LA FFB : ORGANES ADMINISTRATIFS

CHAPITRE 1 - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 2.1.1 - Ordre du jour

Les ligues peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale de toute question d'intérêt général ou de portée nationale, en faisant parvenir au moins trois mois à l'avance au secrétariat fédéral un rapport circonstancié qui sera soumis au Comité Directeur, chargé d'établir l'ordre du jour définitif.

Les documents fédéraux doivent parvenir aux ligues régionales trente jours avant la date fixée pour l'assemblée générale.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'assemblée peut, à la majorité des mandats représentés, modifier ou amender son ordre du jour.

Les questions diverses ne seront abordées que si le temps imparti le permet ; sinon, après avoir été publiquement formulées, elles seront renvoyées pour examen à la plus proche réunion du Comité Directeur.

Les votes de textes peuvent être organisés à main levée.

Article 2.1.2 - Date et lieu

Le Comité Directeur fixe la date de l'assemblée générale annuelle. Il en confie l'organisation à une ligue ou à un club qui l'a sollicitée, déterminant ainsi le lieu de son déroulement.

CHAPITRE 2 - LE COMITÉ DIRECTEUR

Article 2.2.1 - Répartition des tâches

Lors de sa première réunion, et au plus tard dans les trente jours qui suivent son renouvellement, le Comité Directeur, sur proposition du président, procède à la répartition des tâches et élit en son sein, à bulletins secrets et dans cet ordre :

- un président adjoint ;
- un trésorier adjoint ;
- trois vice-présidents ;
- un secrétaire général ;
- les présidents des commissions.

Le président, le président adjoint, les vice-présidents, le secrétaire, le trésorier et le trésorier adjoint peuvent être élus présidents de commission.

En cas d'égalité de voix ou si un postulant n'obtient pas la majorité absolue des membres présents, il sera procédé à un second tour à la majorité relative. Est déclaré élu le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages, ou le plus jeune en cas de nouvelle égalité de voix.

Article 2.2.2 - Bénévolat

Tous les mandats des membres du Comité Directeur et des commissions sont exercés bénévolement. Seuls des remboursements de frais sont possibles, sur justificatifs et selon les règles en vigueur.

Article 2.2.3 - Fonctionnement

À la fin de la saison sportive, le bureau fixe la date et le lieu des réunions de la saison sportive à venir.

L'ordre du jour est établi par le secrétaire général en liaison avec le président, le directeur technique national et le directeur administratif. Il est adressé aux membres du comité au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Les réunions sont présidées par le président de la Fédération ou, en son absence et dans l'ordre suivant, par le président adjoint ou le vice-président le plus jeune.

Le président de séance assure la discipline et la bonne conduite des débats, il a qualité pour prononcer des rappels à l'ordre et accepter ou refuser d'éventuelles suspensions de séances.

Le Comité Directeur :

- adopte le procès-verbal de la séance précédente ;
- examine les questions portées à l'ordre du jour et, dans la mesure où le temps imparti le permet, les questions diverses ; si des questions n'ont pu être abordées, elles seront formulées et inscrites à l'ordre du jour de la séance suivante pour y être débattues, sans pouvoir faire l'objet d'un nouveau report.

Le président ne peut lever la séance avant l'épuisement des questions inscrites à l'ordre du jour qu'avec l'accord de la majorité des membres présents.

En cas de besoin et dans l'intervalle de deux réunions physiques du Comité Directeur, des votes peuvent intervenir par courriel. Le secrétariat fédéral a la responsabilité d'organiser le vote. Les adresses e-mail officielles des membres du CD sont utilisées de façon à préserver l'anonymat des réponses. La question comporte les choix « oui » ; « non » et « abstention ».

Le délai de réponse est fixé à huit jours. Toute non-réponse est considérée comme une absence venant diminuer le quorum. Pour valider le vote, il faut un minimum de réponse de la part de la moitié des membres du Comité Directeur.

Article 2.2.4 - Publicité des débats et des décisions

Les positions exprimées individuellement au cours des délibérations ne peuvent être divulguées à l'extérieur.

Les procès-verbaux des séances, établis sans faire mention d'interventions personnalisées, sont signés par le président et le secrétaire général et adressés aux ligues régionales.

Les décisions prises par le Comité Directeur et les projets adoptés doivent être publiés par tous moyens de communication appropriés.

Article 2.2.5 – Cooptation de Membres

Lorsque des sièges au Comité Directeur sont vacants, ils seront pourvus si nécessaire par cooptation votée par le Comité Directeur, puis régularisés au cours d'une élection partielle à la plus proche Assemblée Générale.

Les postes pourvus par cooptation devant être régularisés par une élection, il sera procédé à un appel à candidatures.

Les membres cooptés sont tenus de fournir une fiche de candidature et un extrait de casier judiciaire. Le mandat des membres ainsi élus s'achèvera à la date fixée pour le renouvellement général du Comité.

CHAPITRE 3 - LE BUREAU

Article 2.3.1 - Composition du bureau

Le bureau fédéral est composé du président de la FFB, du président adjoint, du secrétaire général, du trésorier général, du trésorier adjoint et des vice-présidents.

Les membres du bureau peuvent être chargés de la coordination de pôles transversaux structurant les travaux et études des différentes commissions.

Le directeur technique national et le directeur administratif sont convoqués aux réunions du bureau.

Si nécessaire, le bureau convoque à ses réunions le ou les présidents de commissions concernées, et éventuellement des membres du comité représentant la FFB auprès des instances internationales, ou toute autre personne dont la présence est indispensable en fonction de l'ordre du jour.

Article 2.3.2 - Le président, le président adjoint, les vice-présidents

Le rôle du président est décrit dans l'article 2.3 des statuts.

Le président adjoint supplée et assiste le président dans l'exercice de toutes ses fonctions, il peut l'accompagner dans les démarches officielles.

Les vice-présidents peuvent se voir attribuer une mission spécifique à la demande du président ou du Comité Directeur.

Article 2.3.3 - Le secrétaire général

Le secrétaire général assiste le président pour animer les assemblées générales ainsi que les réunions du Comité Directeur et du bureau.

Il prépare les ordres du jour en collaboration avec le président et le directeur administratif.

Il contrôle les procès-verbaux des assemblées et des réunions du Comité Directeur, ainsi que les comptes rendus des réunions du bureau.

Article 2.3.4 - Le trésorier général

Le trésorier général est responsable de l'établissement de la comptabilité, de la bonne tenue des comptes et du suivi des finances.

Il effectue ou fait effectuer toutes les opérations financières et procède à leur contrôle. Il bénéficie de la délégation de signature du président pour effectuer les opérations bancaires de toute nature, sans limitation de montant.

Il enregistre ou fait enregistrer les recettes et les dépenses et présente au Comité Directeur des états de trésorerie trimestriels.

Il communique au cabinet d'expertise comptable, s'il y a lieu, les éléments permettant l'établissement des comptes de bilan et de résultat qui seront certifiés par le commissaire aux comptes.

Il conduit l'élaboration du budget.

Il présente son rapport financier annuel à l'assemblée générale.

Le trésorier général est secondé dans toutes ses tâches par le trésorier adjoint.

CHAPITRE 4 - LES COMMISSIONS

Article 2.4.1 - Généralités

2.4.1.1 - Rôle

Les commissions prévues par les statuts reçoivent délégation du Comité Directeur pour travailler sur les sujets relevant de leurs compétences :

- étudier les sujets que leur soumet le Comité Directeur ;
- contribuer à l'élaboration de projets de développement ;
- veiller dans leurs spécialités à la mise à jour et à la bonne application des règlements ;
- répondre par l'intermédiaire du secrétariat à tous les problèmes spécifiques soulevés par des correspondants.

Toutes les propositions des commissions sont soumises à la ratification du Comité Directeur. En revanche, les commissions de discipline et d'appel sont indépendantes et assument pleinement leurs responsabilités.

2.4.1.2 - Composition

Chaque président de commission doit soumettre à l'approbation du Comité Directeur la composition de la commission placée sous sa responsabilité, en fournissant pour chaque membre une fiche de renseignement.

Il doit informer régulièrement le Comité Directeur de tout changement dans la composition des membres de la commission.

Tous les membres de la commission doivent être licenciés auprès de la Fédération.

Les présidents des commissions peuvent créer des « groupes de travail », investis de missions d'études particulières, ou recourir à la consultation d'experts qualifiés.

Le Comité Directeur peut, sur demande motivée, examiner les cas et circonstances dérogatoires à ces principes.

Tout membre du bureau fédéral peut assister de plein droit aux réunions des commissions.

2.4.1.3 - Fusion

Plusieurs commissions prévues par les statuts peuvent fusionner. La proposition doit être motivée et soumise à la ratification du Comité Directeur.

Article 2.4.2 - La commission de surveillance des opérations électorales

La commission de surveillance des opérations électorales est chargée de veiller, lors des opérations de vote relatives à l'élection du président et du Comité Directeur, au respect des dispositions prévues par les statuts et le règlement Intérieur.

Elle se compose d'au moins quatre membres qualifiés qui ne peuvent être candidats aux élections pour lesquelles la commission est saisie.

Elle a compétence pour émettre un avis sur la recevabilité des candidatures.

Elle surveille la régularité des opérations de vote, notamment le suivi de la procédure du vote par procuration concernant les ligues régionales (ou comités régionaux) situés hors métropoles.

La commission doit pouvoir à tout moment accéder au bureau de vote et doit, en cas de constatation d'une quelconque irrégularité, inscrire ses observations au procès-verbal d'élection avant la proclamation des résultats.

En cas de contestation, la commission peut être saisie, dans les dix jours qui suivent une élection, par tout licencié qui devra adresser sa requête par un courrier recommandé avec accusé de réception au secrétariat fédéral. La commission se réunira dans les trente jours qui suivent sa saisine pour étudier la recevabilité et le bien-fondé de la réclamation. Elle remettra ses conclusions au Comité Directeur fédéral, seul habilité à statuer sur la contestation.

Article 2.4.3 - La commission médicale

La composition et le rôle de la commission médicale sont décrits dans le règlement médical fédéral que la commission a notamment pour mission d'élaborer et de réviser.

Le président de la commission peut, avec l'accord du bureau fédéral, faire appel à des personnes qui, grâce à leurs compétences particulières, sont susceptibles de faciliter les travaux de la commission. Dans ce cas, ces personnes pourront ne pas répondre aux qualifications mentionnées dans le règlement médical, mais elles ne feront pas partie de la commission médicale.

La commission médicale se réunit deux fois par an, sur convocation de son président, qui fixe l'ordre du jour et en avise le président de la Fédération et le directeur technique national.

Des commissions médicales régionales peuvent être créées par les ligues régionales sous la responsabilité des médecins de ligues.

Article 2.4.4 - La commission des juges et arbitres

La commission est chargée de :

- former et nommer des arbitres selon plusieurs niveaux de compétence ;
- préparer les examens des arbitres nationaux ;
- contrôler les connaissances et les aptitudes des arbitres en exercice ;
- renouveler les cartes d'arbitres et mettre à jour le listing des arbitres dans la base de données fédérale ;
- proposer à l'acceptation du Comité Directeur les nominations d'arbitres internationaux ;
- désigner les arbitres devant officier en compétitions internationales ;
- promouvoir l'arbitrage au sein des ligues en sensibilisant les joueurs, notamment les jeunes ;
- être à l'écoute des instances internationales afin de connaître les éventuelles modifications des règles d'arbitrage ;
- être en rapport constant avec les commissions sportives nationales pour se tenir informée des nouveaux règlements sportifs ;
- proposer au Comité Directeur les récipiendaires aux trophées de l'AFCAM (Association Française du Corps Arbitral Multisports).

Article 2.4.5 - La commission de discipline

La commission de discipline nationale est compétente pour toutes les infractions commises par un licencié, un organe déconcentré, un club ou un membre partenaire relevant de la compétence nationale, ou commises lors de compétitions internationales, à l'exclusion des faits de dopage.

Sa composition et ses règles de fonctionnement sont définies dans le code de discipline.

La commission de discipline nationale statue en commission d'appel pour les décisions prises par les commissions de discipline des ligues.

Article 2.4.6 - La commission d'appel

La commission d'appel nationale statue sur les décisions prises par la commission de discipline nationale.

Sa composition et ses règles de fonctionnement sont définies dans le code de discipline.

Article 2.4.7 - La commission de discipline pour les affaires de dopage

La commission de discipline nationale chargée de statuer dans les affaires de dopage est compétente pour toutes les infractions dans ce domaine.

Sa composition et ses règles de fonctionnement sont définies dans le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage.

Article 2.4.8 - La commission d'appel pour les affaires de dopage

La commission d'appel nationale pour les affaires de dopage statue sur les décisions prises par la commission de discipline nationale pour les affaires de dopage.

Sa composition et ses règles de fonctionnement sont définies dans le règlement disciplinaire relatif à la lutte contre le dopage.

Article 2.4.9 - La commission de la formation et de la jeunesse

2.4.9.1 - Formation

La commission de la formation et de la jeunesse (CFJ) est chargée :

- de définir, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, les diplômes, titres ou qualifications requis au sein de la Fédération pour exercer les fonctions d'animateur, de formateur ou d'entraîneur ;
- d'élaborer un règlement de la formation intitulé « Structure Éducative Fédérale » précisant les modalités d'organisation des formations donnant accès à ces diplômes, titres ou qualifications ; ce règlement doit être adopté par le Comité Directeur puis diffusé par le secrétariat fédéral à toutes les ligues régionales, qui sont tenues d'en informer leurs comités départementaux et leurs clubs ;
- d'élaborer le programme de formation de la Fédération pour chaque saison sportive ; ce programme est arrêté par le Comité Directeur et transmis au ministère chargé des Sports.

En s'appuyant sur la collaboration et l'expertise de la direction technique de la Fédération, la commission de la formation a pour mission de se prononcer sur toutes questions qui touchent à l'enseignement de la pratique du billard et de définir les programmes, les méthodes et les encadrements nécessaires.

Elle propose notamment les principes pédagogiques applicables et les programmes d'examens pour les accréditations des formateurs, et elle établit le règlement particulier les concernant.

Elle réunit les éducateurs, dans leur ensemble ou en partie, chaque fois que cela est nécessaire à son fonctionnement.

Elle soumet annuellement au Comité Directeur le montant des indemnités journalières susceptibles d'être versées pour l'animation des stages.

Dans le cas de faute grave, elle émet un avis sur les propositions de retrait d'accréditation des formateurs nommés par la Fédération.

2.4.9.2 - Jeunesse

Elle prend toutes initiatives pour définir et établir une politique promotionnelle des jeunes et collabore activement en ce domaine avec les instances internationales, en assurant la présence de la Fédération au sein de leurs commissions respectives.

2.4.9.3 – « Billard à l'École »

Une section de la CFJ appelée « Billard à l'École » est plus spécialement chargée de promouvoir le billard en milieu scolaire.

Ses objectifs sont de faire connaître, d'aider, d'encourager et de développer la pratique du billard plus particulièrement dans les établissements scolaires. Elle favorise l'organisation de championnats scolaires grâce à une collaboration active avec l'Union nationale du sport scolaire (UNSS).

Article 2.4.10 - Les commissions nationales par discipline

2.4.10.1 - Liste des commissions

Les commissions nationales sont les suivantes :

- commission nationale « Carambole » ;
- commission nationale « Américain » ;
- commission nationale « Blackball » ;
- commission nationale « Snooker ».

2.4.10.2 - Rôle

Les commissions nationales organisent les activités sportives de la Fédération et sont chargées :

- d'élaborer les codes et règlements sportifs ;
- d'établir le calendrier annuel des compétitions et de déterminer leurs organisateurs ;
- d'assurer l'interprétation des règlements sportifs et de régler en dernier ressort les litiges s'y rapportant ; s'il y a lieu, le dossier est transmis pour saisine à la commission de discipline concernée ;
- de contrôler le déroulement des épreuves et de centraliser les résultats des compétitions nationales et internationales ;
- d'établir les classements et les classifications des joueurs.
- De fournir au Trésorier Général les éléments relatifs à la construction du budget.
- De veiller à la stricte mise en œuvre du budget qui aura été prévu à leur fonctionnement par le budget général.

Et en concertation avec les commissions concernées, principalement :

- de définir les normes techniques des matériels utilisés ;
- de rédiger les guides d'organisation des manifestations sportives ;
- de réglementer la tenue vestimentaire des joueurs et joueuses au niveau national, et au niveau international dans le cadre des directives des instances internationales du sport billard.

Selon la nature de ses travaux, chaque commission fonctionne soit en commission permanente, soit en commission plénière, avec le cas échéant les responsables sportifs de ligue ou de secteur.

2.4.10.3 - Haut Niveau

Chaque commission nationale est chargée de gérer le fonctionnement sportif du haut niveau en étroite collaboration avec la direction technique nationale si sa discipline a été reconnue comme telle par la commission nationale du sport de haut niveau.

Article 2.4.11 - La commission administrative

La commission administrative est chargée :

- d'élaborer l'ensemble des textes fédéraux réglementaires, à l'exception des codes sportifs et de leurs annexes techniques et financières, du règlement « Formation », du règlement médical ; elle doit veiller à ce que ces textes soient toujours en conformité avec les dispositions ministérielles et examiner toutes suggestions d'amendements et modifications s'y rapportant ;
- d'élaborer les statuts types des organes déconcentrés ;
- de conseiller les organes déconcentrés dans l'élaboration et la mise à jour de leurs statuts, en veillant à leur conformité avec ceux de la Fédération ;
- d'élaborer les statuts types d'un club ;
- de conseiller et d'attirer l'attention de tous les organismes fédéraux sur les modifications des lois, décrets et règles qui les régissent.

Le secrétariat fédéral est tenu d'adresser au président de la commission administrative tous les documents officiels qui lui sont communiqués par le ministère chargé des Sports.

En outre, après consultation de la commission de surveillance des opérations électorales, la commission valide les dossiers de candidatures pour les élections au sein du Comité Directeur.

Article 2.4.12 - La commission de la communication

2.4.12.1 - Stratégie de communication

En concertation avec les commissions concernées et le service de la communication, la commission est chargée :

- d'étudier et présenter au Comité Directeur toutes nouvelles actions, manifestations et documents pouvant aider à l'information, la connaissance et au développement du billard et de la Fédération ;
- de s'associer à toute étude technique concernant les divers partenariats ;
- de soumettre au Comité Directeur, après concertation des commissions sportives concernées, toutes propositions relatives à la tenue vestimentaire des joueurs, joueuses et équipes au niveau national et international ;
- de soumettre au Comité Directeur de nouveaux graphismes.

2.4.12.2 - Lettre fédérale et outils internet

La commission est en charge de la Lettre fédérale dans le cadre des orientations arrêtées par le Comité Directeur, de la présentation, de la composition et du contenu de celle-ci, en liaison avec le service de la communication.

Ses attributions s'appliquent également, dans les mêmes conditions, aux outils internet de communication interne et externe mis en œuvre par la Fédération.

2.4.12.3 - Relations internes

La commission est chargée d'appréhender les besoins des ligues, des comités départementaux et des clubs en termes de communication et de transmettre ces informations aux commissions fédérales concernées ou au Comité Directeur pour leur permettre d'orienter leurs travaux.

Entre autres moyens d'action pour expliquer les orientations de la politique fédérale et leur mise en œuvre, elle peut :

- organiser un colloque des présidents de ligues ;
- organiser des réunions décentralisées au sein des ligues.

2.4.12.4 - Relations externes

La commission est l'interlocuteur privilégié de la Fédération avec les médias.

Article 2.4.13 - La commission du développement

À partir de l'analyse de la situation du sport billard dans toutes ses composantes, la commission est chargée :

- de définir les axes de développement de la Fédération avec les objectifs stratégiques, les projets et les objectifs opérationnels, et les actions à conduire ;
- d'impulser les projets visant à favoriser le développement des clubs et l'accès à la pratique ;
- de proposer toute démarche permettant l'engagement des clubs dans des initiatives de projets à moyen et long terme ;
- de conseiller et de soutenir les comités ou les ligues dans la construction de projets de développement et la création de nouvelles structures ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans spécifiques pour le développement des billards à poches ;
- de proposer toutes initiatives pour favoriser l'implantation du sport billard au sein des salles commerciales ;
- de gérer les relations entre la Fédération et les membres partenaires.

Article 2.4.14 - La commission des systèmes d'information

La commission est chargée :

- des relations avec les partenaires « informatique » de la FFB.
- de répondre aux demandes et aux besoins de la FFB et de ses différentes commissions dans le domaine des systèmes d'information pour y apporter des solutions internes ou externes.
- De mettre en place des nouveaux outils informatiques.
- D'assurer la maintenance, la sauvegarde et l'évolution des systèmes « ffbsportif » en relation avec les commissions sportives de la FFB.

CHAPITRE 5 - LES SERVICES FÉDÉRAUX

Article 2.5.1 - La direction technique nationale

La direction technique nationale est placée sous l'autorité du directeur technique national (DTN), nommé par le ministère chargé des Sports sur proposition du président de la Fédération.

Le DTN exerce cette fonction dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et sous l'autorité du président de la Fédération.

Dans le domaine sportif, il a en charge les sélections internationales et la gestion des collectifs « équipe de France » et il participe, avec la commission médicale fédérale, au suivi médical des joueurs et à la lutte contre le dopage.

Il participe aux actions de promotion et de développement de la pratique du billard.

Il est responsable des ressources affectées au sport de haut niveau et de l'application de la convention d'objectifs signée avec le ministère chargé des Sports.

Il coordonne l'action des moniteurs et des entraîneurs.

Il assiste sur invitation aux réunions du Comité Directeur de la Fédération et de son bureau.

Il peut assister aux réunions des commissions traitant de sujets en rapport avec sa mission.

Article 2.5.2 - Le secrétariat fédéral

Le secrétariat fédéral est dirigé par le directeur administratif, placé sous l'autorité directe du président de la Fédération.

Compte tenu des importantes distances géographiques qui peuvent séparer les principaux dirigeants, le président peut donner délégation de signature au directeur administratif pour effectuer les opérations bancaires courantes et dans la limite des pouvoirs qui lui ont été accordés par le président.

Le secrétariat fédéral est chargé des missions suivantes :

- assister le président, le bureau, le Comité Directeur et la direction technique nationale ;
- assurer le traitement et le contrôle de tous les courriers émanant des instances officielles nationales, des instances sportives européennes et mondiales, des membres du Comité Directeur, des commissions fédérales, des ligues, des comités départementaux et des clubs ;
- assurer la gestion des engagements des joueurs dans les compétitions nationales et internationales ;
- garantir le traitement et le contrôle des fichiers informatiques de la Fédération ;
- assurer la liaison avec les organes décentralisés, les clubs, les « membres partenaires » ;
- garantir la ventilation permanente de toutes informations utiles au Comité Directeur ;
- réaliser le classement chronologique de tous les documents envoyés et reçus et effectuer un archivage rationnel de toutes les informations nécessaires à la mémoire de la Fédération ;
- répondre à toute demande de participation aux différentes réunions de travail ;
- mandater les dépenses (factures, marchés, conventions, contrats,...) et émettre les titres de recettes ;
- gérer les affiliations des clubs et les adhésions des membres partenaires ;
- assurer le suivi de la gestion des licences.

Article 2.5.3 - Le service de la communication

En liaison étroite avec la commission de la communication, le service de la communication est chargé :

- de gérer la parution de la lettre fédérale ;
- d'assurer le rôle de webmestre éditorial et de mettre les informations en ligne sur le site internet de la Fédération www.fbillard.com et les chaînes vidéo associées ;
- de veiller à ce que les comptes rendus des épreuves nationales et internationales soient établis ;
- de gérer les espaces publicitaires et services associés au site internet de la Fédération ;
- de contribuer au développement de supports de communication (plaquettes, affiches, logos, etc.) ;
- de gérer la photothèque et la vidéothèque fédérales.

TITRE III - DISCIPLINE

Article 3.1 - Fautes

Est passible de sanction toute personne physique licenciée ou toute personne morale affiliée :

- contrevenant aux statuts et règlements fédéraux ;
- contrevenant à la législation relative à la prévention et à la répression de l'usage de produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives ;
- faisant obstacle aux activités de la Fédération ou de ses organes décentralisés, ou en portant atteinte, par comportement, écrit ou déclaration, à leur unité ou à leur dignité.

Article 3.2 - Code de discipline

Le code de discipline définit les modalités de composition et de fonctionnement des commissions de discipline et les sanctions applicables aux différentes fautes, à l'exclusion des faits de dopage. Ses règles s'appliquent aux organes décentralisés de la Fédération.

Il est rédigé par la commission administrative nationale et adopté par le Comité Directeur.

Article 3.3 - Non-rétroactivité

Conformément au décret n°2016-84 du 29 janvier 2016 relatif aux procédures et sanctions disciplinaires en matière de lutte contre le dopage humain, lorsque la notification des griefs aux personnes intéressées est antérieure à la date d'entrée en vigueur du code de discipline mis en conformité avec le règlement type, les procédures disciplinaires engagées par la Fédération restent soumises aux dispositions précédemment applicables.

Article 3.4 – Le Comité Indépendant de Déontologie, d'Ethique et de Saisie Disciplinaire (CIDESD)

Le CIDESD se compose de trois membres minimum non élus au Comité Directeur. Son rôle est de veiller au respect de la charte de déontologie et d'éthique du sport Français éditée par le CNOSF. Il est chargé d'étudier les dossiers de demande de saisie de la Commission de Discipline Nationale.

Le Président de la FFB et son Bureau désignent un rapporteur du comité qui propose une liste des membres validée par le Comité Directeur pour la durée du mandat du Comité Directeur.

Le CIDESD reçoit les dossiers de demande de saisie et décide de leur validité notamment au vu des observations figurant sur les feuilles de matchs et des rapports des officiels. Il a toute latitude pour éclairer son avis d'interroger tout protagoniste du dossier. Il remet au Président de la FFB un rapport sur la validité du dossier. Le CIDESD n'est pas habilité à saisir l'organe disciplinaire, seul le Président de la FFB en a le pouvoir. Les dossiers validés et saisis par le Président de la FFB seront transmis à la Commission de discipline nationale

Le CIDESD est chargé d'adresser à la Commission Administrative Nationale un rapport chaque fois qu'un dossier disciplinaire met en évidence la nécessité de faire évoluer les textes réglementaires.

TITRE IV - PROCÉDURES ÉLECTORALES

Article 4.1 - Assemblée générale élective

L'assemblée générale élective est spécialement convoquée dans les six mois qui suivent la clôture des Jeux Olympiques d'été, et au plus tard le 31 décembre.

La composition de l'assemblée générale élective et les modalités particulières de vote (pouvoir des délégués, vote par procuration) sont identiques à celles définies dans les statuts pour l'assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale élective ne peut délibérer valablement que si sont présents ou représentés la moitié des délégués de ligue détenant au moins la moitié des voix dont disposerait l'assemblée générale au complet. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée générale est à nouveau convoquée quinze jours au moins avant la date de cette nouvelle séance, et cette fois, délibère valablement quel que soit le nombre de voix représentées.

Article 4.2 - Candidatures

L'appel à candidatures pour intégrer le Comité Directeur est transmis aux ligues régionales et publié sur le site fédéral au moins soixante jours avant la réunion de l'assemblée générale élective.

Les candidatures aux élections du Comité Directeur doivent être adressées, par pli recommandé avec accusé de réception, au secrétariat fédéral au plus tard quarante-cinq jours avant la date de l'assemblée générale, cachet de la poste faisant foi.

Chaque candidature doit comprendre une lettre de motivation ou un projet qui sera diffusé(e) au corps électoral. Le candidat renseigne une spécificité, dans la limite de trois : femme, médecin, une discipline parmi les quatre.

La candidature doit être accompagnée d'un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois. Cependant, celui-ci pourra être remis au plus tard avant l'ouverture de l'Assemblée Générale.

Article 4.3 - Liste des candidats

La commission administrative établit la liste des dossiers de candidatures recevables et informe les candidats dont le dossier est incomplet en leur accordant un délai de huit jours pour le régulariser.

Après avis de la commission de surveillance des opérations électorales, la commission administrative arrête la liste définitive des candidats. Cette liste est établie par ordre alphabétique, elle porte les motivations de chaque candidat et le cas échéant le poste spécifique auquel il postule.

La liste des candidats retenus est adressée au corps électoral trente jours avant la tenue de l'assemblée générale.

Article 4.4 - Bureau de vote

Le bureau de vote est composé d'un président et de six scrutateurs. Aucun d'entre eux ne peut appartenir au Comité Directeur de la FFB ou à une commission fédérale, ni être candidat à l'élection.

Le bureau de vote exerce ses fonctions sous le contrôle des membres de la commission de surveillance des opérations électorales.

Article 4.5 - Mode de scrutin

Les votes concernant des personnes se font à bulletins secrets.

Pour que la majorité des postes soient pourvus dès la première année de l'Olympiade et permettre ainsi le bon fonctionnement du Comité Directeur de la FFB, l'élection de tous les membres du Comité Directeur a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Sont élus au premier tour les candidats ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés¹, dans la limite des postes à pourvoir, de leur spécificité et du respect des postes garantis aux féminines en application de l'article L.131-8 du Code du Sport. Un candidat peut représenter plusieurs spécificités. Un candidat n'ayant obtenu aucune voix au premier tour ne peut se présenter au second tour.

Au second tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité, l'élection est acquise au candidat le plus jeune. Un candidat n'ayant obtenu aucune voix ne peut être élu.

Article 4.6 - Déroulement du scrutin

Le scrutin se déroule sous la responsabilité du président du bureau de vote.

Le secrétaire général rappelle le nombre de postes à pourvoir et les noms des candidats en les énumérant. Il invite les candidats à se présenter publiquement et remet ensuite aux ligues les bulletins correspondant au nombre de voix dont disposent leurs délégués.

Les délégués des ligues désignent, en remplissant les bulletins conformément aux modalités définies, les noms des candidats qu'ils retiennent.

Les bulletins sur lesquels le total des noms désignés est supérieur au nombre de postes à pourvoir sont déclarés nuls.

Le secrétaire général appelle les ligues régionales dans l'ordre de leur numéro d'affiliation à la Fédération, en rappelant pour chacune d'elles le nombre de voix dont elle dispose. Le délégué de ligue qui dépose les bulletins signe la feuille d'émargement du vote.

Article 4.7 - Dépouillement

Le dépouillement est effectué par les scrutateurs dans une salle prévue à cet effet.

Les délégués des ligues peuvent assister au dépouillement mais ne doivent en aucun cas intervenir, sous peine d'être exclus de la salle par le président du bureau de vote.

Article 4.8 - Annonce des résultats

Le président du bureau de vote annonce :

- le nombre des inscrits, des votants, des suffrages valablement exprimés, des bulletins blancs et des bulletins nuls ;
- le nombre de voix nécessaire pour être élu ;
- les résultats dans l'ordre décroissant des voix obtenues.

¹ Les votes blancs et nuls sont des suffrages non exprimés ; cette définition vaut pour l'ensemble des statuts et du règlement intérieur.

Les bulletins de vote et les feuilles de dépouillement sont remis par le président du bureau de vote au directeur administratif pour archivage.

Les postes éventuellement non pourvus doivent faire l'objet d'une élection partielle lors de la première assemblée générale qui suit l'assemblée générale électorale.

Article 4.9 - Vote électronique

Le recours aux technologies électroniques pour le vote et le dépouillement des bulletins est autorisé sous le contrôle de la commission de surveillance des opérations électorales. La procédure liée à ces modalités de vote sera conforme en tous points aux recommandations de la CNIL.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 5.1 - Distinctions honorifiques

Il existe deux types de distinctions fédérales :

➤ **La médaille fédérale**

Cette médaille est destinée à récompenser toute personne physique ayant servi la cause du billard de façon notable.

Elle n'est pas préalablement gravée par la Fédération au nom du récipiendaire mais peut être personnalisée par la ligue qui l'attribue.

La Fédération remet à chaque ligue une médaille par an, mais chaque président de ligue peut demander une ou plusieurs médailles supplémentaires.

Les noms des récipiendaires doivent être communiqués au secrétariat fédéral pour tenue des fichiers d'archives.

➤ **Le diplôme du Mérite fédéral**

Ce diplôme est destiné à récompenser toute personne physique ou morale, même étrangère à la Fédération, ayant servi la cause du billard par une action de portée nationale prolongée ou ponctuelle hautement significative. Toute demande d'attribution doit être accompagnée d'un dossier circonstancié soumis à l'approbation du bureau fédéral. Le diplôme est libellé au nom du récipiendaire et signé par le président de la Fédération.

Le palmarès sportif n'entre pas en ligne de compte.

Article 5.2 - Paris sportifs

Conformément à la loi n°2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne, la Fédération peut souscrire un contrat d'organisation de paris sportifs en ligne avec un (ou plusieurs) opérateur(s) agréé(s) par l'Autorité de Régulation des Jeux en Ligne (ARJEL).

Conformément au décret n° 2010-483 du 12 mai 2010, les catégories de compétitions sportives et les types de résultats sont déterminés par l'ARJEL, après avis de la Fédération, et figurent dans le cahier des charges de l'(ou des) opérateur(s) ayant signé un contrat avec la Fédération.

L'article 4.2.8 du code de discipline énumère la liste des personnes qui, par leurs fonctions, n'ont pas accès aux paris sportifs et ne doivent pas divulguer d'informations.

Article 5.3 - Structure éducative fédérale

Conformément à son objet, la Fédération participe à l'éducation par l'enseignement de ses disciplines. Elle crée des titres de participation spécifiques (« Pass Billard Scolaire », etc.) pour faciliter la découverte du billard, notamment par les scolaires. Elle intervient dans la formation de formateurs et la délivrance de qualifications pour l'encadrement du billard.

Ces activités font l'objet d'un texte réglementaire, « Structure éducative fédérale », établi par la direction technique nationale en liaison avec la commission de la formation et de la jeunesse et soumis à l'approbation du Comité Directeur.

Article 5.4 - Image des sportifs et de la Fédération

L'exploitation des droits visés au présent article se fait dans le respect des règlements de la Fédération et des fédérations internationales auxquelles elle est affiliée.

La Fédération est seule propriétaire de son image et de celle des équipes de France qu'elle peut exploiter.

Les sportifs licenciés sont seuls propriétaires de leur image individuelle qu'ils peuvent exploiter.

Si la Fédération entend exploiter l'image individuelle d'un sportif licencié, elle doit au préalable obtenir son accord. Elle peut toutefois librement utiliser l'image des sportifs participant aux compétitions ou manifestations qu'elle organise, à des fins strictement promotionnelles, sur ses supports de communication (bulletin officiel, site internet, etc.) et à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

Si un sportif licencié entend exploiter son image individuelle en tant que membre d'une équipe de France, il doit au préalable obtenir l'accord de la Fédération.

Si un sportif licencié entend exploiter son image individuelle en dehors de tout cadre fédéral, il doit s'assurer au préalable qu'il en a la possibilité juridique. S'il le souhaite, il peut soumettre à la Fédération des projets de convention de partenariat pour expertise.

La Fédération peut conclure avec les sportifs licenciés des conventions en vue de mettre en œuvre, de façon harmonieuse et dans le respect des droits de chacun, les dispositions du présent article.

Article 5.5 - Assurance

La Fédération souscrit pour l'exercice de son activité des garanties d'assurance couvrant sa responsabilité civile, celle de ses salariés ou bénévoles et celle des pratiquants du sport. Les licenciés et les pratiquants sont considérés comme des tiers entre eux.

Ces garanties couvrent également les arbitres et juges, dans l'exercice de leurs activités.

La licence comporte différentes garanties, notamment en matière de responsabilité civile, incluses dans le contrat collectif souscrit par la Fédération. Le titulaire peut en outre souscrire des garanties individuelles complémentaires.

Article 5.6 - Cas non prévus

Le Comité Directeur est habilité à statuer sur toutes les questions non prévues au présent règlement, sous réserve de présenter devant l'assemblée générale la plus proche toutes celles qui relèvent de la compétence de l'assemblée.

Article 5.7 - Règlement des différends

Les membres et les licenciés de la Fédération s'engagent à avoir recours aux pouvoirs fédéraux pour trancher les différends qu'ils pourraient avoir entre eux, avec les organes déconcentrés ou avec les instances nationales au sujet des statuts et règlements.

***Le présent règlement intérieur complète et précise les statuts
de la Fédération Française de Billard.***

Il a été adopté par l'assemblée générale du 17 juin 2018 à Lyon